

Monsieur le Président, est-ce que vous savez que, après les accidents, le suicide est la plus grande cause de décès chez les adolescents d'aujourd'hui? Voilà une effroyable condamnation qui pèse sur le Canada et, me semble-t-il, sur le gouvernement actuel. L'éducation est plus qu'un droit, c'est un investissement.

Le gouvernement actuel veut parler de libre-échange. J'ai l'impression que le ministre, qui préconise le libre-échange et adore le tout-puissant dollar, considère qu'un investissement dans l'éducation n'est qu'une dépense. L'éducation doit concorder avec les autres aspects du libre-échange parce que nos jeunes devront rivaliser tôt ou tard avec leurs homologues américains et japonais dans les affaires.

Une expo-sciences a été organisée récemment dans ma ville de Welland, et voici ce que la *Tribune* de Welland avait à dire à ce sujet le 3 avril 1989:

Les questions écologiques semblent avoir de l'importance pour beaucoup des élèves d'aujourd'hui des niveaux primaire et secondaire. Cela est manifeste dans les sujets traités cette année à l'exposition scientifique et technique de la région de Niagara qui se tient actuellement au Collège de Niagara. Qu'il s'agisse de recyclage, des pluies acides, de l'effet de serre, du nettoyage des déversements de pétrole. . .

Dont nous venons de faire l'expérience sur la côte ouest.

. . .ou de la propreté de notre air et de nos eaux, chacun de ces sujets fait l'objet de projets de recherche ou d'expériences.

L'intérêt que suscite cette expo-sciences est si grand que les organisateurs ont dû limiter à 300 le nombre des exposants pour la simple raison que l'espace manque pour présenter d'autres expériences.

J'ai dit que le gouvernement hypothéquait l'avenir de nos jeunes. Le moins qu'il puisse faire serait de donner à nos jeunes les outils avec lesquels travailler. Il s'agit de l'éducation. En imposant des compressions budgétaires, le gouvernement prive nos enfants de leurs outils.

Malgré ce tour de passe-passe comptable dans le budget, il est évident que le financement de l'enseignement postsecondaire a diminué à en juger par les termes du budget actuel. En fait, nous avons affaire ici en Ontario à une diminution de 70 à 75 millions de dollars pour l'année 1990-1991 et d'environ 200 millions d'un bout à l'autre du pays. Si ce n'est pas là enlever l'argent des mains de nos jeunes, je me demande bien ce que c'est. Je soutiens que le gouvernement actuel est en train d'escroquer notre jeunesse, nos dirigeants de demain, notre ressource la plus précieuse.

Je vois qu'il y a à la Chambre deux députés qui, comme moi, viennent de la péninsule de Niagara. Je suis sûr que

tous les députés savent que 75 p. 100 des fruits tendres du Canada viennent de cette région. Pourquoi est-ce que je mentionne cela maintenant? Parce que je veux souligner quelque chose qui s'est passé récemment et qui concerne le retrait de la vente des raisins chiliens. Deux grains de raisin, dans un envoi de 200 000 caisses, contenaient trois dixièmes de milligramme de cyanure. Le gouvernement a immédiatement retiré de la vente non seulement les raisins, mais tous les fruits et légumes en provenance du Chili. En quoi cela nous concerne-t-il? Ce n'est ni plus ni moins que du terrorisme agricole.

Pouvez-vous imaginer ce qui arriverait si quelque esprit malfaisant versait du cyanure dans un wagon de blé? Nos agriculteurs des Prairies seraient catastrophés. Qu'arriverait-il si, à Noël, quelqu'un trouvait une pomme de Colombie-Britannique contaminée? Retirerait-on toutes les pommes du marché? J'espère bien que non. Qu'arriverait-il dans la péninsule de Niagara si, cette année, quelqu'un trouvait du cyanure dans quelques-unes de nos succulentes pêches, cerises, framboises ou fraises? Annulerait-on toute la récolte pour deux fruits contaminés? Je prétends que la réaction radicale et exagérée du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Beatty) a placé le Canada dans une situation où il est vulnérable à toutes sortes de scénarios bizarres et au terrorisme agricole.

L'image de partenaire fiable du Canada en a pris un sérieux coup. Certains pays demande maintenant à être payés comptant pour leurs produits, alors qu'auparavant notre crédit était bon.

Pour les consommateurs, les conséquences du retrait des raisins chiliens ont été immédiates. Ils ont dû payer 4 à 6\$ pour une livre de raisin, alors que les raisins chiliens se seraient vendus 2\$ la livre. Je me demande qui a empoché tout ce supplément d'argent. Pour les importateurs de fruits les effets ont été dévastateurs et ils en ressentiront les conséquences longtemps.

Nous avons appris qu'un importateur payait chaque semaine 70 000\$ en salaires et que 40 p. 100 de ses affaires portaient sur les raisins du Chili. Il a envoyé des demandes urgentes d'aide au gouvernement, mais elles sont restées sans réponse. Les importateurs ont demandé des inspections au gouvernement pour ne pas être obligés de jeter des fruits parfaitement comestibles. Dans le cas d'une société, cela représentait une perte d'un million. Une simple inspection aurait pu éviter des mesures extrêmes et la perte inutile d'argent et de nourriture. L'industrie a même offert de payer les inspections, mais le gouvernement a fait la sourde oreille à tous ces appels urgents lancés pour sauver des entreprises.